

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 MARS 2016

PRESENTS : (9) :

Mm. Billot, Duleau, Godfroy, Landa, Petit, Pion
Mmes Aubin, Fossat, Petit

ABSENTS : (6) :

Mm Duthil (Excusé), Bouyssou (Pouvoir JI Pion), Rambaud (Pouvoir R. Godfroy),
Mmes Bouyou (Pouvoir Jp Landa), Vignaud, (Pouvoir N. Aubin), Zekryty (Pouvoir R. Billot).

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur PION Jean Luc est désigné secrétaire de séance.

Intervention de Mmes Sandra Oliveau et Mireille Ormaechea de la Cabane à projets de Créon.

Elles présentent l'association, son organisation et rappellent les différents services proposés aux administrés.

Deux questions sont posées aux membres du conseil municipal :

- Indiquer les besoins des habitants qui vous semblent non satisfaits ?

- Y-a-t-il de nouveaux besoins qui pourraient être pris en charge ?

A l'issue d'échanges avec les membres du conseil, les représentantes de la cabane à projet remettent des plaquettes d'informations et indiquent que la commune sera destinataire d'un questionnaire permettant d'élaborer le futur projet du centre social intercommunal qui sera proposé fin octobre à l'agrément CAF en partenariat avec différents organismes (CAF, MSA, Conseil Départemental).

- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JANVIER 2016

Le compte rendu du conseil municipal du 28 janvier 2016 est adopté à
voix pour : 10

voix contre : 2 (JP Landa ; A Rambaud : manque d'informations apportées par les élus, informations erronées)

abstention : 2 (L Bouyou et F Bouyssou)

- DECISIONS DU MAIRE DEPUIS LE 28 JANVIER 2016 :

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a pris 5 arrêtés depuis le conseil municipal du 28 janvier qui concernent le renouvellement des arrêtés d'agents pour le remplacement de Nuria et pour aider Bernard au service technique.

Des arrêtés de circulation pour le carnaval du 19 mars, des travaux de branchement électriques sur la VC 18 route de Vimeney et un arrêté réglementant le tonnage sur la VC 10.

- DELIBERATION DE GRATIFICATION DU STAGIAIRE DES SERVICES TECHNIQUES **Délibération 2016-03-05**

Madame La Maire fait connaître que Monsieur Romain METREAU élève en classe de 3^{ème} lycée MFR Marmande effectue un stage en alternance au service technique depuis le 04 janvier 2016 (6 semaines).

Ce stage de connaissance de la vie professionnelle rentre dans le cursus scolaire des élèves du Lycée Professionnel et fait l'objet d'une convention de stage qui précise les conditions de la formation et autorise (selon l'article 4 de la convention) la possibilité d'une gratification ne dépassant pas 12,5% du plafond de la Sécurité Sociale (par le fait que les stagiaires restent sous statut scolaire).

Considérant que Monsieur METREAU contribue par son activité à faciliter la tâche du service technique, les membres du conseil décident de lui attribuer une gratification de **150,00 €**, somme exonérée de toutes charges.

Cette gratification sera versée depuis l'article 6228 (Divers) du budget général M 14.

Les membres du conseil acceptent cette gratification à :

voix pour : 13

voix contre : 0

abstention : 1 (A Rambaud n'a pas d'information sur le stagiaire des services techniques)

- DELIBERATION CONCERNANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SDEEG

Délibération (2016-03-06)

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal de la nécessité de délibérer sur la modification des statuts du SDEEG suite à la délibération du 17 décembre 2015 du SDEEG modifiant le nombre de sièges de Bordeaux Métropole.

Elle donne lecture du projet de délibération adressée par le SDEEG et invite les membres du conseil municipal à donner leurs avis.

Patrick Petit est contre cette modification des statuts qui entraîne une diminution de la liberté d'action des petites collectivités qui ont moins de représentativité et s'interroge sur le risque de baisse des services rendus. Nathalie Aubin et Jean-Luc Pion sont du même avis que Patrick Petit.

Monsieur Godfroy demande quelles seraient les conséquences en termes de réaction sur un vote contre cette modification des statuts.

Huguette Fossat précise que ce vote de validation des statuts intervient après coup ce qui est gênant car déjà adopté par le SDEEG.

Isabelle Petit précise que le sujet du SDEEG a été abordé en Comité Syndical, et qu'il est apparu que leur activité « Service Instructeur Droit des Sols » n'a toujours pas fourni de Budget Annexe.

Romain Billot précise que des délégués représentant les collectivités étaient normalement présents lors du vote des statuts.

Après discussions, Madame La Maire invite les membres du conseil municipal à délibérer.

Délibération Proprement dite

Objet : Modification statuts du SDEEG

Délibération de la commune de Haux portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde.

Vu la loi N°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique,

Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde adoptés le 10 septembre 1937 et modifiés le 9 avril 1962, le 18 avril 1994, le 22 août 2006, le 14 mai 2014 puis le 30 juillet 2015.

Considérant la délibération du Comité Syndical du SDEEG en date du 17 décembre 2015, Bien que modifiés à cinq reprises, les statuts du SDEEG nécessitent d'être adoptés au nouveau mode de représentation des Métropoles au sein des assemblées délibérantes.

Le SDEEG a donc proposé une modification de l'article 15 de ses statuts afin de permettre à Bordeaux Métropole de disposer d'un nombre de sièges (et non plus de suffrages) proportionnel à la population des communes membres du syndicat qu'elle représente au sein du Comité Syndical au titre de la compétence d'autorité concédante, rapportée à la population de l'ensemble des communes de la concession.

Compte tenu du fait que la population totale de la concession électrique du SDEEG s'élève à 735 019 habitants, la population de Bordeaux Métropole appartenant à sa concession

(256 509 habitants) représente 34%.

Le nombre de sièges lié à la compétence électricité étant de 161, l'application de la règle de proportionnalité évoquée ci-dessus permet à Bordeaux Métropole de disposer de 54 délégués au lieu de 15.

L'article 15 se présenterait donc comme suit :

Article 15 Le Comité Syndical

Le Comité Syndical se compose de membres désignés par les assemblées délibérantes des structures selon la répartition suivante :

1. Communes et EPCI autres que les syndicats intercommunaux d'électrification

NOMBRE D'HABITANTS		
1	à	2 000
2 001	à	10 000
10 001	à	30 000
30 001	à	50 000
50 001	à	70 000
70 001	à	100 000
100 001	à	400 000
Métropole		

2. Syndicats Intercommunaux d'électrification

NOMBRE DE COMMUNES		
2	à	5
6	à	10
11	à	15
16	à	20
21	à	25
26	à	30
31	à	35
36	à	40
41	à	45
46	à	50
51	à	55
56	à	60
61	à	65
66	à	70
71	à	75
76	à	80
81	à	85
86	à	90

Une même personne ne peut être désignée comme délégué que par une seule commune ou EPCI adhérent au Syndicat.

Conformément à l'article L5211-20, notre assemblée délibérante est appelée à se prononcer sur la rédaction des nouveaux statuts.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, ouï l'exposé du rapporteur, et, après avoir délibéré, 13 refuse d'adopter la modification statutaire du SDEEG portant sur la rédaction de l'article 15 telle qu'évoquée ci-dessus.

Les membres du conseil municipal décident

voix pour l'adoption des Statuts : 0

voix contre l'adoption des statuts : 13

abstention : 1 (A Rambaud n'a pas de connaissance des nouveaux statuts du SDEEG)

- DIVERS

Intervention de Monsieur Godfroy : Monsieur Godfroy interroge

- Mme La Maire sur la situation de Mme Lalyman : Madame La Maire indique qu'une procédure de reclassement est envisagée. Il est nécessaire que Mme Lalyman sollicite son inscription à des formations.

-Mme Petit sur les significations " passage en revue chemin de fer " du Haux Actus : Madame Petit précise qu'il s'agit du sommaire et "entrée libre chapeau tournant" (spectacle) Madame Petit précise que l'entrée est libre, les administrés donnent ce qu'ils veulent.

-M. Petit sur l'évolution du dossier d'urbanisme aux Tuileries, le plan de récolement a-t-il été établi. Monsieur Petit indique qu'une relance a été adressée.

Projet du bas du Bourg :

Monsieur Pion demande des informations complémentaires sur la convention concernant le projet du bas du Bourg. Madame Aubin indique qu'il existe deux conventions.

Une avec l'association Quartier Campagnard Vallée du Dropt et une avec le Pays.

L'association QCVD a rompu la convention. Les 5000€ correspondaient à une adhésion à l'association (non renouvelée cette année) dont le paiement était conditionné à une réflexion tripartite sur le projet et non à une action spécifique. Madame La Maire précise que cette réflexion a été menée et que le projet a évolué.

Monsieur Petit et Madame Aubin précisent que la rupture de cette convention liée en grande partie à un problème relationnel n'empêche pas la poursuite du projet.

Monsieur Godfroy demande des précisions sur l'avancée du projet.

Monsieur Petit indique qu'une négociation avec le STAP qui a changé d'orientation est en cours.

Isabelle Petit précise que l'Architecte des Bâtiments de France qui suivait le dossier initial est partie.

Monsieur Petit ajoute que Mme Maillet, la nouvelle Architecte, avait donné un accord de principe et suite à une rencontre avec le collège des architectes elle est revenue sur cet accord. L'ancien projet proposait 3 ilots en périphérie, aujourd'hui, ils préféreraient qu'il n'y ait rien.

Monsieur Pion demande si la production de ces règles a une incidence sur l'avancement de la procédure de révision du PLU. Monsieur Petit précise que non.

Mme la Maire s'étonne qu'un courrier adressé à son nom (lettre de l'association à Mme la Maire) ait pu parvenir aux mains d'un administré non élu. Celui-ci se serait autorisé à appeler cette association !

Elle rappelle les règles de déontologie de tout élu et ajoute que si un tel acte devait se reproduire, plus aucune copie de document ne serait remise aux élus. Elle rappelle que les lettres adressées au Maire n'ont pas à être communiquées sauf autorisation de sa part. Il y a des règles de confidentialité à respecter au sein du conseil municipal.

Stationnement d'un bus trans Gironde : Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a donné l'autorisation à un chauffeur de bus résidant à Haux de stationner, sous certaines conditions, sur le parking des écoles, ce jusqu'à fin juin.

Présentation du Budget : Madame La Maire présente les grandes lignes d'exécution du budget 2015 à ce jour :

		Dépenses	Recettes
M14	Fonctionnement	597 225€	1 120 167€
	Investissement	174 534€	215 564€
M49 : eau et assainissement	Fonctionnement	220 200€	288 191€
	Investissement	285 637€	390 353€

Après celle du 7 janvier, Mme la Maire propose aux élus une 2ème réunion de préparation des budgets M14 et M49 2016 le 17 mars à 19 heures 30 avant le vote du budget prévu le 31 mars 2016. Elle précise qu'elle doit rencontrer le percepteur le 14 mars.

- INTERVENTION DES ELUS DANS LEUR DOMAINE DE COMPETENCES :

- Patrick Petit :

Urbanisme : Il indique rencontrer des difficultés dans des demandes de divisions foncières. Quelques dossiers situés en zone ABF ont eu des refus liés aux prescriptions des bâtiments de France. Suite à des remarques d'habitants il précise que sur 40 instructions, il n'y a eu que 4 refus (pour règles non respectées)

Travaux de voirie : Monsieur Petit indique que monsieur LOOT a repris le dossier du problème de voirie de Gréteau. Il doit rencontrer le commercial. Il semblerait que l'entreprise ait rencontré un problème de qualité sur les matériaux (grave mal lavée). La facture ne sera pas réglée tant que les travaux de réfection ne seront pas réalisés

- Huguette Fossat :

CCAS :

L'austérité provoque des dégâts partout et notre commune n'y échappe pas=> beaucoup de travail pour aider les personnes en difficulté.

Contacts avec les organismes locaux, départementaux, régionaux (Agence Régionale de Santé) pour mettre en place une synergie et un suivi des dossiers. (personnes isolées, difficultés ponctuelles, logements insalubres, logements sociaux...)

Deux Relevés d'Observation du Logement ont été faits sur la commune. Ils permettent aux locataires de faire vérifier l'état de leur logement par les services compétents si risque sanitaire ou défauts flagrants (électricité, chauffage, aération...). Ils permettent également aux propriétaires de faire les travaux nécessaires pour réhabiliter le logement avec des aides dans le cas de logements sociaux.

A dater du 1er Mars : permanence du CCAS de 16h30 à 18H30 sans rendez-vous à la mairie, 1er étage, entrée côté poste. Venez discuter avec ce service de proximité sur tous problèmes rencontrés.

Commissions communales (bâtiments, voirie, eau, conseil d'école), **intercommunales** (CIAS) et **autres** (SIAPANC de Bonnetan, Gironde habitat)

Préparation d'un **dossier** sur les compteurs « linky et gaspard » afin de prendre une décision lors du prochain conseil municipal et d'informer les habitants par le biais du site de la commune.

- Isabelle Petit : Présente les différentes actions où réunions auxquelles elle a récemment participé

– 06/02 : atelier apiculture à la Bibliomédia : passage d'une quarantaine de personnes, ambiance et échanges conviviaux.

– 09/02 : conseil administration de l'office de tourisme : présentation du bilan de la Station

Vélo et de l'OT de Créon + projet de budget 2016.

– Plan de désherbage communal : finalisation de l'état des lieux // formation d'un groupe de travail avec 2 habitants de la commune.

– Signalétique : première correction du Panneau de renseignement Intercommunal

– Collecte des Ordures Ménagères : délibération en CdC pour collecte en porte à porte à Courcouyac.

- Romain Billot : Invite les élus à poser des questions. Hugnette Fossat informe qu'une partie de l'école a été repeinte et s'en réjouit. Avec les travaux effectués cet été, l'école a fait « peau neuve ». Romain Billot remercie Bernard et Jacques pour leur travail.





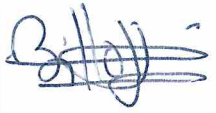
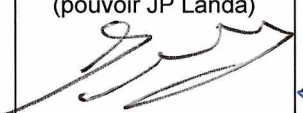







Monsieur Pion demande où en est le dossier du Lagunage.

Monsieur Billot et Madame Aubin répondent qu'ils rencontrent des difficultés avec le maître d'œuvre. Mme la Maire a demandé à celui-ci de travailler sur une autre proposition. Monsieur Loot se penche également sur le dossier.

Pour plus de précisions, Monsieur Billot répond que la première proposition n'était pas satisfaisante. Une proposition complémentaire a été sollicitée et le Maître d'œuvre tarde à présenter le dossier.

Un courrier a été envoyé par Mme la Maire. Dès sa réponse, la commission "eau" sera réunie.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21h45.

DUTHIL Franck Absent excusé	LANDA Jean-Paul 	GODFROY Roger 	RAMBAUD Alexis (pouvoir R. GODFROY) 	DULEAU Jean-Michel 
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure (pouvoir JP Landa) 	BOUYSSOU Francis (pouvoir JL Pion) 	PETIT Patrick 	PETIT Isabelle 
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille (pouvoir N Aubin) 	ZEKRYTY Nadia (pouvoir R Billot) 	FOSSAT Hugnette 	AUBIN Nathalie 